

# Chine/Corée du Sud : une frustration réciproque

**Antoine Bondaz**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/2 Été**, PAGES 27 À 40

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**ISSN 0032-342X**

**ISBN 9791037303080**

**DOI 10.3917/pe.212.0027**

**Date de mise en ligne : 09/06/2021**

**Article disponible en ligne à l'adresse**

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-2-page-27?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Chine/Corée du Sud : une frustration réciproque

Par **Antoine Bondaz**

**Antoine Bondaz** est directeur des programmes Corée et Taiwan à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et enseignant à Sciences Po.

Les relations entre Séoul et Pékin sont de longue date marquées par l'alternance de rapprochements et de difficultés. Pékin cherche à éloigner la Corée du Sud des États-Unis. Séoul entend préserver ses relations avec la Chine, son premier partenaire commercial, tout en gardant la garantie de sécurité américaine. L'équilibrisme sud-coréen pourrait s'avérer dans l'avenir proche difficile à tenir, et Séoul pourrait avoir intérêt à s'appuyer, au-delà de Washington, sur d'autres partenaires.

politique étrangère

Le 24 octobre 2022, Séoul et Pékin fêteront le 30<sup>e</sup> anniversaire de leurs relations diplomatiques, et ont annoncé, dans ce cadre, le lancement d'une Commission pour le développement futur des relations bilatérales. Si en moins de 30 ans, leurs échanges commerciaux ont augmenté de 5 000 %, passant de 6 milliards de dollars en 1992 à près de 300 milliards en 2019<sup>1</sup>, les deux pays ont de plus en plus de mal à cacher leurs frustrations. Frustrations notamment mises en exergue en 2017, avec le déploiement par la Corée du Sud d'un système de défense antimissile américain contre la menace nord-coréenne, et les critiques et sanctions économiques chinoises prises en retour.

Pékin ne parvient pas à faire de la Corée du Sud un pays neutre et à la distancier des États-Unis. Séoul tente en effet de gérer au mieux ses deux principales relations bilatérales, avec d'un côté son allié et sa principale garantie de sécurité – les États-Unis –, et de l'autre son premier partenaire commercial – la Chine. En témoignaient en avril dernier la rencontre du

---

1. J. Huo, « Cooperation with China Crucial to South Korean Economy », *Global Times*, 4 août 2020, disponible sur : [www.globaltimes.cn](http://www.globaltimes.cn).

ministre sud-coréen des Affaires étrangères avec son homologue chinois dans le sud de la Chine, et parallèlement la rencontre du directeur du Bureau de la sécurité nationale sud-coréen avec ses homologues américain et japonais à Washington. Cette politique d'équilibrisme est mise à mal par la détérioration sans précédent de l'image de la Chine en Corée du Sud, qui limite les marges de manœuvre de Séoul dans sa coopération avec la Chine, mais qui l'incite aussi à se rapprocher, sans s'aligner, de certains formats de coopération multilatéraux perçus par Pékin comme influencés par Washington – dont le Dialogue stratégique quadrilatéral (Quad).

Séoul ne parvient pas à convaincre la Chine de faire davantage pression sur la Corée du Nord tant pour se dénucléariser que pour améliorer durablement les relations intercoréennes, alors que doit être célébré cette année le 60<sup>e</sup> anniversaire du Traité d'amitié, d'aide mutuelle et de coopération sino-nord-coréen. Avant la pandémie de COVID-19, les deux alliés avaient multiplié les interactions, avec pas moins de cinq rencontres entre le secrétaire général du Parti communiste chinois Xi Jinping et le secrétaire général du Parti des travailleurs de Corée Kim Jong-un, entre mars 2018 et juin 2019, sans résultat concret pour Séoul. Alors que les tensions sino-américaines continuent de s'aggraver depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Biden, la Corée du Nord garde une valeur stratégique pour Pékin, constituant un levier possible face aux États-Unis, mais aussi, dans une moindre mesure, à la Corée du Sud.

Alors que les relations Chine/Corée du Sud étaient présentées en 2015 par Xi Jinping comme « n'ayant jamais été aussi bonnes<sup>2</sup> », force est de constater qu'elles sont aujourd'hui marquées par une double frustration, voire une méfiance croissante de Séoul envers son imposant voisin. Alors que la Corée du Sud semble en voie d'ajuster sa politique étrangère au détriment de la Chine, les élections présidentielles de 2022 pourraient entraîner un nouveau tournant et rapprocher encore le pays des États-Unis. L'Union européenne (UE), qui a passé d'importants accords bilatéraux avec la Corée du Sud, n'apparaît toujours pas comme un acteur de premier plan dans la politique étrangère du pays, en dépit d'un fort potentiel de coopération.

### **Depuis la fin de la guerre froide : un rapprochement par à-coups**

La division de la péninsule au lendemain de la Seconde Guerre mondiale permet à la Chine d'espérer retrouver une part de son influence perdue

2. A. Bondaz, « China-South Korean Relations: The Best they Have ever Been », in « A China Reset in North-east Asia », *China Analysis*, European Council on Foreign Relations, mars 2015, disponible sur : <https://ecfr.eu>.

à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle face à l'empire nippon. La guerre de Corée (1950-1953) – ou son appellation chinoise officielle : « Résistance aux États-Unis, aide à la Corée, et protection du pays et défense de la nation » – fige les relations entre Pékin et Pyongyang, et entre Pékin et Séoul pendant quelques décennies. La Chine considère dès lors « le Nord comme un allié, et le Sud comme un ennemi<sup>3</sup> ». La politique chinoise vis-à-vis de la Corée du Sud va cependant évoluer de façon pragmatique après l'accession de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations unies (ONU) en 1971, et surtout du fait des réformes économiques lancées par Deng Xiaoping en 1978. La priorité, des deux côtés de la mer Jaune, est alors au développement des relations économiques. Le commerce bilatéral explose, passant de 120 millions de dollars en 1983 à 1,68 milliard en 1987, et dépasse le commerce entre Pékin et Pyongyang dès 1985. En 1991, le commerce sino-sud-coréen est déjà près de vingt fois plus important que le commerce sino-nord-coréen<sup>4</sup>.

En parallèle, le président sud-coréen Roh Tae-woo met en œuvre la *Nordpolitik*, visant à normaliser les relations avec ses deux anciens ennemis soviétique et chinois<sup>5</sup>. Au-delà du rapprochement économique, les deux pays mettent en œuvre une active diplomatie du sport. La Chine participe aux Jeux asiatiques de Séoul en 1986, puis aux Jeux olympiques de Séoul en 1988, tandis que la Corée du Sud participe aux Jeux asiatiques de Pékin en 1990<sup>6</sup>. L'établissement de relations diplomatiques entre Séoul et Moscou le 30 septembre 1990, et l'adhésion simultanée à l'ONU de la Corée du Nord et de la Corée du Sud en 1991, finissent de convaincre la Chine d'établir des relations diplomatiques avec la Corée du Sud le 24 août 1992, en dépit des critiques de Pyongyang. Sous la gouvernance de Deng Xiaoping, la position officielle de la Chine aura évolué d'une politique de la « Corée unique » à une politique d'« une Corée *de jure* / deux Corées *de facto* », puis finalement à une politique de « deux Corées *de jure* et *de facto* »<sup>7</sup>.

À partir de cette normalisation, la relation politique bilatérale s'approfondit. Alors que la Corée du Nord connaît une crise protéiforme – économique, stratégique, politique et humanitaire –, et que Kim Jong-il ne se

3. Entretien avec Yang Xiyu, ancien responsable des affaires coréennes au ministère des Affaires étrangères et désormais chercheur au China Institute for International Studies (CIIS), Pékin, printemps 2013.

4. C.-J. Lee, *China and Korea: Dynamic Relations*, Palo Alto, Hoover Institution Press, 1996.

5. D. Sanford, « ROK's Nordpolitik: Revisited », *The Journal of East Asian Affairs*, vol. 7, n° 1, 1997.

6. V. Cha, *Beyond the Final Score: The Politics of Sport in Asia*, New York, Columbia University Press, 2011.

7. S. Kim, « The Making of China's Korea Policy in the Era of Reform », p. 371-408, in D. Lampton (dir.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, Redwood City, Stanford University Press, 2001.

## Pour Séoul, un rôle d'« équilibreur » dans la région

rend pas à Pékin avant 2000, les visites de haut niveau se multiplient entre Pékin et Séoul. À partir de la fin des années 1990, la diplomatie des présidents progressistes Kim Dae-jung et Roh Moo-hyun consiste à ne pas s'aligner en toutes circonstances sur les États-Unis, tout en développant les relations avec la Corée du Nord sur les plans politique et économique : une aubaine pour la Chine. Ce d'autant plus que l'évocation par Séoul d'un rôle d'« équilibreur » (*balancer*) dans la région est sévèrement critiquée par son allié américain et son partenaire japonais<sup>8</sup>. Par ailleurs, la Corée du Sud, et notamment ses milieux d'affaires, sont pris d'une « fièvre chinoise<sup>9</sup> ». En 2003, la Chine devient le premier partenaire commercial de la Corée du Sud. Entre 2002 et 2009, la part de la Chine dans le commerce extérieur sud-coréen double – avec près de 25 % pour les exportations sud-coréennes<sup>10</sup>. En 2003, la Corée du Sud est le troisième investisseur étranger en Chine, derrière Hong Kong et le Japon<sup>11</sup>. La Chine joue un rôle de plus en plus important dans la péninsule en accueillant les Pourparlers à six (2003-2009), format de négociation multilatéral visant, entre autres, à dénucléariser la Corée du Nord, alors que Pyongyang a réalisé son premier essai nucléaire en 2006.

Après deux décennies de rapprochement, le retour au pouvoir des conservateurs en Corée du Sud en 2008 change quelque peu la donne. Dès son investiture, le nouveau président Lee Myung-bak affiche sa volonté de renforcer l'alliance avec les États-Unis, ce qui se traduit en 2009 par l'adoption d'une « vision conjointe » dépassant largement les questions militaires<sup>12</sup>. Séoul se rapproche en outre de Tokyo, en dépit de la persistance de différends bilatéraux, y compris territoriaux, et le président sud-coréen se rend au Japon pour son deuxième voyage officiel, après les États-Unis<sup>13</sup>. Afin de conserver de l'influence, Pékin propose à Séoul la signature d'un Partenariat stratégique en 2008<sup>14</sup>. Mais les tensions se multiplient, notamment lorsque la Chine soutient inconditionnellement son allié nord-coréen lors du torpillage par la Corée du Nord de

8. S.-H. Choe, « South Korea's Balancer Policy Attacked », *The New York Times*, 9 avril 2005, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

9. D. Shambaugh, « China and the Korean Peninsula: Playing for the Long Term », *The Washington Quarterly*, vol. 26, n° 2, 2010, disponible sur : [www.tandfonline.com](http://www.tandfonline.com).

10. Korea Trade Association (KOTRA), voir sur : <http://english.kotra.or.kr>.

11. J.-H. Chung, « Dragon in the Eyes of South Korea, Analyzing Korea Perceptions of China », p. 253-266 in J. D. Pollack, *Korea: The East Asian Pivot*, US Naval War College, août 2004, p. 175-176.

12. « Joint Vision for the Alliance of the United States of America and the Republic of Korea », Washington D.C., Maison-Blanche, 16 juin 2009.

13. D. Kang et J.-Y. Lee, « Japan-Korea Relations: Tentative Improvement through Pragmatism », *Comparative Connections*, Center for Strategic and International Studies (CSIS), juillet 2008.

14. Il s'ajoute à l'accord sur les Relations d'amitié et de coopération (1992) ; au Partenariat de coopération (1998) et au Partenariat complet de coopération (2003).

la corvette sud-coréenne *Cheonan*, en mars 2010, puis lors du bombardement de l'île de Daeyeonpyeong par l'artillerie nord-coréenne en novembre 2010. Séoul s'inquiète également officiellement du sort des réfugiés nord-coréens en Chine, ainsi que de la dépendance croissante de Pyongyang vis-à-vis de Pékin, alors que le commerce intercoréen se limite au seul complexe industriel intercoréen de Kaesong<sup>15</sup>.

Avec l'élection de Park Geun-hye en 2013, les deux pays cherchent à se rapprocher en faisant chacun un pari : Séoul espère que des liens plus étroits aideront à persuader la Chine de faire pression sur la Corée du Nord pour favoriser sa dénucléarisation ; Pékin espère de son côté que le degré d'autonomie stratégique mis en avant par la Corée du Sud tendra à affaiblir son alliance avec les États-Unis, tandis que les tensions entre la Corée du Sud et le Japon permettront d'éviter la trilatéralisation de la coopération militaire<sup>16</sup>. L'illusion perdure les premières années du mandat de la présidente sud-coréenne qui, alors candidate en 2012, avait déclaré que « les liens de la Corée du Sud avec la Chine et les États-Unis ne doivent pas être fondés sur le choix entre l'un ou l'autre<sup>17</sup> ». Les manifestations de bonne volonté se multiplient des deux côtés : la présidente dépêche un envoyé spécial en Chine dès son élection pour informer Pékin des choix à venir de son administration, avant même d'en nommer un pour les États-Unis, puis effectue une visite d'État en Chine en 2013. Contrairement à ses prédécesseurs, Xi Jinping visite Séoul en juillet 2014 avant de se rendre à Pyongyang et parle de relations bilatérales « à leur plus haut historique<sup>18</sup> ».

En novembre 2013, alors que la Chine annonce la création d'une zone d'identification de défense aérienne en mer de Chine orientale et que celle-ci chevauche celle de la Corée du Sud, Séoul limite ses réactions publiques et Pékin annonce vouloir aborder cette question de façon « amicale » avec son voisin, tranchant sur la véhémence des critiques adressées alors au Japon<sup>19</sup>. Surtout, les deux pays signent un accord de libre-échange bilatéral, la Corée du Sud rejoint la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), et Park Geun-hye participe aux commémorations du 70<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale

15. A. Bondaz, « Kaesong, Caught between Two Koreas », Books and Ideas, 19 juin 2017, disponible sur : <https://booksandideas.net>.

16. S. Han, « Resetting the South Korea–China Relationship: The THAAD Controversies and Their Aftermath », *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 31, n° 4, décembre 2019.

17. G.-H. Park, « A Plan for Peace in North Asia », *The Wall Street Journal*, 12 novembre 2012, disponible sur : [www.wsj.com](http://www.wsj.com).

18. A. Bondaz, « China-South Korean Relations: The Best they Have Ever Been », *op. cit.*

19. « China Informed S. Korea of Air Defense Zone over East China Sea », *Yonhap*, 25 novembre 2013, disponible sur : <https://en.yna.co.kr>.

à Pékin, seul chef d'État allié des États-Unis à s'y rendre. Cependant, les relations se détériorent de manière spectaculaire en 2016. À la suite du quatrième essai nucléaire nord-coréen, le dirigeant chinois n'adopte pas de ligne dure contre le leader nord-coréen, au grand désespoir de Séoul, et refuse même tout contact avec son homologue sud-coréen pendant un mois<sup>20</sup>.

### Le tournant du THAAD et la mise en avant de différends structurels

Le déploiement annoncé en juillet 2016, et effectué en 2017, du système de défense anti-missile américain THAAD en Corée du Sud provoque une forte détérioration des relations entre Pékin et Séoul. Ce déploiement est une illustration parfaite du dilemme de la Corée du Sud dans un contexte de compétition régionale sino-américaine : garantir la sécurité de son territoire et de sa population à travers l'alliance avec les États-Unis tout en maintenant de bonnes relations avec son premier partenaire commercial, et acteur-clé dans le dossier nord-coréen. La Chine considère quant à elle que ce déploiement déstabilise la péninsule coréenne, renforce l'alliance américano-sud-coréenne, accentue la présence militaire américaine dans la péninsule, et accroît le risque d'une trilatéralisation des alliances américaines avec Séoul et avec Tokyo. Enfin, Pékin estime que les capacités de détection du système risquent d'affaiblir la dissuasion nucléaire chinoise<sup>21</sup> : Pékin décide alors de punir la Corée du Sud, par le biais de leviers économiques.

Les sanctions chinoises sont sans précédent, avec un impact estimé à près de 10 milliards de dollars par an, soit plus de 0,5 % du produit intérieur brut (PIB) sud-coréen<sup>22</sup>. Le gouvernement chinois ne reconnaît publiquement aucune de ses mesures de rétorsion, citant des règlements de sécurité ou des enquêtes de routine pour justifier diverses interdictions et autres mouvements de boycott populaire. De nombreux secteurs sont affectés, des produits culturels aux biens de consommation et au tourisme. C'est un véritable coup dur pour l'industrie du tourisme sud-coréenne, qui connaît une chute de fréquentation de 66 % en juin 2017<sup>23</sup>, les visiteurs chinois représentant jusqu'alors 47 % de l'ensemble des touristes. Les relations politiques se détériorent considérablement<sup>24</sup>, et les

20. J.-Y. Lee, « The Geopolitics of South Korea–China Relations: Implications for U.S. Policy in the Indo-Pacific », RAND Corporation, 2020, disponible sur : [www.rand.org](http://www.rand.org).

21. A. Bondaz, « La réaction chinoise au déploiement du THAAD, illustration du dilemme sud-coréen », Fondation pour la recherche stratégique (FRS), Note n° 9, avril 2017, disponible sur : [www.frstrategie.org](http://www.frstrategie.org).

22. J. Hernandez, « South Korean Stores Feel China's Wrath as U.S. Missile System Is Deployed », *The New York Times*, 9 mars 2017, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

23. Korea Tourism Organization, statistiques mensuelles, juin 2017.

24. E. Meick et N. Salidjanova, « China's Response to U.S.–South Korean Missile Defense System Deployment and Its Implications », U.S.–China Economic and Security Review Commission, 26 juillet 2017.

rencontres de haut niveau cessent jusqu'à l'arrivée au pouvoir du président Moon Jae-in en mai 2017.

Le nouveau gouvernement tente de trouver une issue au différend sur le THAAD, de limiter les coûts pour l'économie sud-coréenne et de renforcer la relation bilatérale. Le retour au pouvoir de dirigeants ayant une connaissance fine de la Chine, acquise en partie dans les années 2000, est considéré comme une véritable opportunité. En octobre 2017, la ministre des Affaires étrangères tente de rassurer Pékin en affirmant que « le gouvernement sud-coréen n'envisage pas de déploiement supplémentaire du THAAD ; qu'il ne participera pas au système de défense antimissile américain ; et qu'il n'a pas l'intention de transformer la coopération tripartite États-Unis-Corée du Sud-Japon en une alliance militaire<sup>25</sup> ». Pékin reste pourtant intransigeant et maintient la pression.

La première visite d'État du président Moon en Chine, en décembre 2017, illustre à nouveau les efforts de Séoul pour favoriser un rapprochement. La visite est cependant considérée comme un échec : Xi Jinping répète ses critiques sur le THAAD, aucune mesure de rétorsion chinoise n'est levée, et une série d'incidents – dont l'absence d'un déjeuner avec le Premier ministre, pourtant prévu par le protocole, et une violente agression de journalistes coréens par des agents de sécurité chinois – ternissent la visite. Dès lors, les interactions de haut niveau se font moins fréquentes. Pire, l'image de la Chine continue de se détériorer dans l'opinion publique sud-coréenne<sup>26</sup>. Si le différend sur le THAAD met en évidence les vulnérabilités de la relation bilatérale, il pousse également Séoul à une « introspection objective » sur ses attentes irréalistes vis-à-vis de Pékin<sup>27</sup>.

Les années 2018 et 2019 sont marquées par un optimisme à toute épreuve de Séoul, qui tente de transformer le rapprochement intercoréen en résultats concrets, profitant de la participation de la Corée du Nord aux Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang en février 2018. Si l'attention internationale se tourne alors vers les sommets entre Moon Jae-in et Kim Jong-un à Panmunjom en avril, et entre Donald Trump et Kim Jong-un à Singapour en juin, c'est bien la Chine qui est omniprésente dans les efforts

25. I.-Y. Chung, « Qu'est-ce que l'accord dit des "trois Non" ? Une épée à double tranchant ? » (en coréen), *Yonhap News*, 31 octobre 2017.

26. S. Han, « Resetting the South Korea–China Relationship: The THAAD Controversies and Their Aftermath », *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 31, n° 4, décembre 2019, disponible sur : [www.dbpia.co.kr](http://www.dbpia.co.kr).

27. J. Hwang, « China's Policy toward the Korean Peninsula: The Return to a Policy of Two Koreas », *The Journal of East Asian Affairs*, vol. 32, n° 2, 2017, disponible sur : [www.jstor.org](http://www.jstor.org).

diplomatiques. En 15 mois, Xi Jinping rencontre Kim Jong-un à cinq reprises, une fréquence sans précédent dans l'histoire des relations entre les deux pays, ce d'autant que Kim Jong-un n'avait rencontré aucun dirigeant étranger depuis son arrivée au pouvoir en décembre 2011<sup>28</sup>. Allié et principal soutien de Pyongyang, Pékin apparaît alors plus que jamais comme l'assurance-vie du régime, limitant l'impact des sanctions internationales adoptées par le Conseil de sécurité, fermant les yeux sur leur contournement, et soutenant une levée partielle des sanctions visant son voisin. Les deux pays poursuivent en effet leur relation d'otages mutuels : la Corée du Nord a besoin de la Chine pour ne pas s'effondrer, et la Chine a besoin que la Corée du Nord ne s'effondre pas<sup>29</sup>.

De ce fait, Séoul limite alors les critiques envers Pékin, pour s'assurer que la Chine ne fasse pas obstacle à ses initiatives dans la péninsule. La Corée du Sud, contrairement au Japon, refuse par exemple de rejoindre plusieurs initiatives multilatérales critiquant la situation des droits de l'homme en Chine. Séoul n'a ainsi pas signé la lettre sur le sujet adressée au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme en 2019, signée par 22 pays, ou encore la déclaration commune de la troisième commission de l'Assemblée générale des Nations unies en 2020, soutenue par 39 pays<sup>30</sup>. Le pays reste également relativement silencieux sur les attaques contre la démocratie à Hong Kong. Le silence des autorités coréennes est exploité par Pékin pour exciper d'un soutien de Séoul à sa politique, à l'instar d'un communiqué chinois à l'issue d'un sommet présidentiel de décembre 2019, contredit ensuite par l'exécutif sud-coréen<sup>31</sup>. Plus récemment, la Corée du Sud n'a pas approuvé une Déclaration publiée en février 2021 par le Canada contre les détentions arbitraires, initiative signée par une soixantaine de pays et visant à faire pression sur Pékin pour la libération de deux Canadiens détenus.

### Une politique étrangère de funambule de plus en plus remise en cause

La Corée du Sud poursuit ainsi une politique d'équilibriste, ou une « diplomatie du funambule<sup>32</sup> », qui apparaît de plus en plus difficile à tenir. Tout d'abord, les gages accordés à Pékin dans l'espoir d'améliorer

28. Mars, mai et juin 2018 à Pékin, janvier 2019 à Pékin et juin 2019 à Pyongyang.

29. A. Bondaz, « De l'insécurité à la stabilité : la politique coréenne de la Chine de 2009 à 2014 », thèse de doctorat, Sciences Po Paris, soutenue en décembre 2015.

30. C. Putz, « 2020 Edition: Which Countries Are for or Against China's Xinjiang Policies? », *The Diplomat*, 9 octobre 2020, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

31. K. Lo, « South Korea Rejects China's Version of President Moon's Hong Kong Remarks », *South China Morning Post*, 25 décembre 2019, disponible sur : [www.scmp.com](http://www.scmp.com)

32. J.-J. Suh, « S. Korea's False Dilemma », *The Hankyoreh*, 6 avril 2021, disponible sur : <http://english.hani.co.kr>.

les relations intercoréennes semblent de moins en moins nécessaires. Ces relations sont dans l'impasse, la Corée du Nord considère que la Corée du Sud ne peut pas faire les concessions attendues du fait des sanctions internationales et de la pression américaine, et l'hypothèse d'une avancée concrète dans les derniers mois du mandat du président Moon est peu probable<sup>33</sup>. Ensuite, la Corée du Sud s'efforce d'éviter une « dépendance excessive » vis-à-vis de la Chine<sup>34</sup>. Les efforts en ce sens sont anciens, notamment sur le plan économique, et initiés tant par les autorités politiques que par les entreprises. La Corée du Sud s'efforce, par exemple, de diversifier ses partenaires économiques. Le pays a multiplié les accords de libre-échange, avec l'Inde (2010), l'UE (2011), les États-Unis (2012), la Turquie (2013), l'Australie (2014), le Canada ou encore le Vietnam (2015). L'accent est mis sur l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), cœur de cible de la « Nouvelle politique du Sud » du président Moon<sup>35</sup>, désormais deuxième partenaire commercial de Séoul et deuxième destination des investissements directs étrangers (IDE) coréens. Avec la stratégie des entreprises privées d'atténuer leur exposition à des sanctions chinoises et visant aussi à profiter de marchés émergents et d'une main-d'œuvre moins coûteuse, cela conduit par exemple à l'accroissement fulgurant des échanges avec le Vietnam, qui devrait devenir dès 2021 le troisième partenaire commercial du pays, derrière les États-Unis et devant le Japon (voir le premier graphique ci-après). Le gouvernement cherche également à convaincre certaines entreprises de taille intermédiaire de relocaliser leurs investissements de la Chine vers la péninsule, avec un succès pour l'instant très mitigé<sup>36</sup>.

Par ailleurs, on note un rapprochement avec les États-Unis, évolution grandement facilitée par l'arrivée au pouvoir de l'administration Biden, au grand dam de la Chine. Les relations entre les deux alliés s'étaient détériorées du fait des demandes irréalistes du président Trump, comme l'augmentation de 600 % du financement sud-coréen des plus de 28 000 militaires américains basés dans le pays<sup>37</sup>, ou encore de l'adoption de droits de douane sur l'acier coréen. Depuis janvier 2021, le gouvernement américain insiste sur le renforcement de ses alliances. Le secrétaire d'État Blinken a effectué sa première tournée diplomatique au Japon et

33. A. Bondaz, « The Lull Before the Storm: The Worst May Be Yet to Come in the Korean Peninsula », *Real Instituto Elcano*, septembre 2020, disponible sur : [www.realinstitutoelcano.org](http://www.realinstitutoelcano.org).

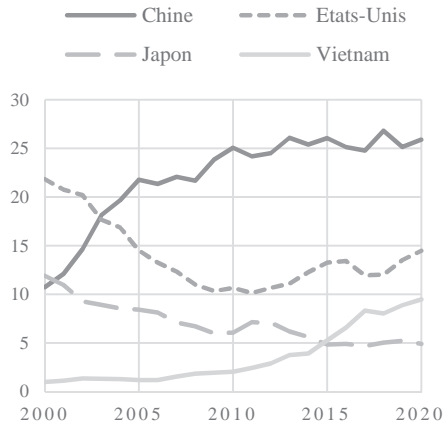
34. Min-hee Park, « Things More Important than Xi Jinping's Visit to S. Korea », *The Hankyoreh*, 27 novembre 2020.

35. A. Bondaz, « President Moon Promised He Would Visit All Ten Asean Countries Within His Term », Interview of Dr. Lee Jaehyon, *FRS-KF Korea Program*, mai 2019.

36. « South Korea Struggles to Lure Factories Home from China », *Financial Times*, 7 septembre 2020, disponible sur : [www.ft.com](http://www.ft.com).

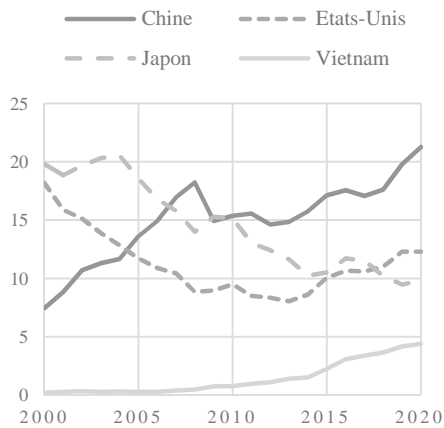
37. J. Lee, S. Cha et H. Shin, « U.S. Breaks Off Defense Cost Talks, as South Korea Balks at \$5 Billion Demand », Reuters, 19 novembre 2019, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com).

**EXPORTATIONS SUD-CORÉENNES PAR PARTENAIRE (% du total, Korea Customs Service)**



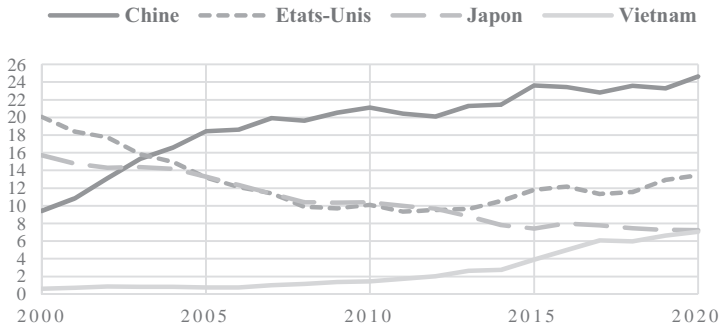
Source : Korea Customs Service. Calculs réalisés par l'auteur. Voir sur : [www.customs.go.kr](http://www.customs.go.kr)

**IMPORTATIONS SUD-CORÉENNES PAR PARTENAIRE (% du total, Korea Customs Service)**



Source : Korea Customs Service. Calculs réalisés par l'auteur. Voir sur : [www.customs.go.kr](http://www.customs.go.kr)

**PRINCIPAUX PARTENAIRES  
COMMERCIAUX DE LA CORÉE DU  
SUD**  
(en % du total, Korea Customs Service)



Source : Korea Customs Service. Calculs réalisés par l'auteur. Voir sur : [www.customs.go.kr](http://www.customs.go.kr)

en Corée du Sud, accompagné du secrétaire à la Défense, signe de l'importance accordée à la région. Au cours de cette visite, une réunion en format 2+2 a été organisée à Séoul, une première depuis 2016, aucune n'ayant été organisée durant les quatre ans de l'administration Trump. Si Washington évite de demander publiquement à Séoul d'adopter une politique plus ferme à l'égard de Pékin, le consensus dans le pays est que la Corée du Sud devrait abandonner son « ambiguïté stratégique » qui serait à « coût élevé et à faibles bénéfices pour Séoul<sup>38</sup> ».

Le pays semble répondre favorablement aux appels discrets de son allié américain en soulignant désormais publiquement les convergences entre la « Nouvelle politique du Sud » et la stratégie indopacifique des États-Unis<sup>39</sup>. Des chercheurs proches du gouvernement laissent même sous-entendre une potentielle participation dans certaines initiatives en format Quad+. Ceci est d'autant plus marquant que le pays refusait jusqu'à présent de mentionner le concept même d'Indo-Pacifique dans ses déclarations conjointes avec Washington, comme avec ses autres partenaires.

Enfin, de nombreux différends persistent dans la relation bilatérale avec la Chine, ce qui permet aux médias conservateurs de critiquer « l'arrogance de la Chine » tout autant que « l'attitude soumise de l'administration Moon<sup>40</sup> ». À l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'intervention chinoise en

38. J. Hamre, J. Nye Jr. et V. Cha (dir.), « CSIS Commission on the Korean Peninsula Recommendations for the U.S.-Korea Alliance », Center for Strategic and International Studies (CSIS) mars 2021.

39. W. Choe, « New Southern Policy, Korea's Newfound Ambition in Search of Strategic Autonomy », *Asie Visions* n° 118, Ifri, janvier 2021, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

40. « Lack of Reciprocity: China Cancels Flights Without Notice, Flouting Accord; Korea Does Not Protest », *Korea Herald*, 16 novembre 2020, disponible sur : [www.koreaherald.com](http://www.koreaherald.com).

Corée, certaines déclarations des dirigeants chinois ont été sévèrement critiquées à Séoul<sup>41</sup>. Le ministère des Affaires étrangères sud-coréen a dû rappeler que « le fait que la guerre de Corée ait été provoquée par l'invasion de la Corée du Nord est un fait historique indéniable<sup>42</sup> ». Surtout, des événements qui peuvent paraître à l'étranger comme anecdotiques, ont une portée politique importante. Ainsi les médias sud-coréens ont-ils multiplié les enquêtes sur des incidents d'appropriation culturelle par la Chine : tentative de qualifier le vêtement traditionnel coréen *hanbok* comme un type de *hanfu* chinois ; volonté de la Chine de présenter le *pao cai*, plat de légumes marinés du Sichuan, comme la norme internationale pour l'industrie du kimchi, considéré comme un plat national par les Coréens<sup>43</sup> ; présentation de personnages historiques ou de héros nationaux coréens, comme le poète Yun Dong-ju, comme Chinois d'origine coréenne<sup>44</sup>... Ces incidents alimentent le ressentiment à l'égard de la Chine et amplifient des dynamiques préexistantes.

## Une détérioration continue de l'image de la Chine

La détérioration de l'image de la Chine en Corée du Sud ne cesse de s'accroître : les opinions défavorables sont passées de 37 % en 2015 à 61 % en 2017 et à 75 % en 2020, soit davantage qu'aux États-Unis<sup>45</sup>. Une caractéristique propre à la Corée du Sud est notamment que les jeunes (18-29 ans) ont une image bien plus négative de la Chine que leurs aînés (50 ans et plus), contrairement à la France ou aux États-Unis. Or cela pourrait avoir des impacts concrets pour l'élection présidentielle de mars 2022 et sur la politique étrangère de la prochaine administration. On constate en effet en Corée du Sud non seulement une polarisation croissante qui pousse les candidats à se différencier sur des sujets considérés comme clivants, comme les relations avec la Chine et plus largement une rhétorique anti-communiste<sup>46</sup>, mais aussi un soutien inattendu et massif des jeunes hommes aux conservateurs<sup>47</sup>. De plus, 70 % des Sud-Coréens sont aujourd'hui favorables à un rapprochement avec Washington, contre seulement 15 % à un

41. « Xi Focus: Xi Stresses Carrying Forward China's Volunteers Army's Spirit in War to Resist U.S. Aggression and Aid Korea », Xinhua, 20 octobre 2020, disponible sur : [www.xinhuanet.com](http://www.xinhuanet.com).

42. « S. Korea Says N.K. Invasion Triggering Korean War Is Undeniable Historical Fact », *Yonhap*, 24 octobre 2020, disponible sur : <https://en.yna.co.kr>.

43. « Cooperation and Shared Benefits between China and S. Korea Surely Overweigh Disagreements on Kimchi Origin: FM Spokesperson », *Global Times*, 2 décembre 2020, disponible sur : [www.globaltimes.cn](http://www.globaltimes.cn).

44. W. Gallo, « In South Korea, Antagonism Toward China Is Growing », *VoA*, 20 avril 2021, disponible sur : [www.voanews.com](http://www.voanews.com).

45. L. Silver, Kat Devlin et C. Huang, « Unfavorable Views of China Reach Historic Highs in Many Countries », *Pew Research Center*, 6 octobre 2020, disponible sur : [www.pewresearch.org](http://www.pewresearch.org).

46. D. Kim, « The Politics of South Korea's 'China Threat' », *The Diplomat*, 5 avril 2021, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

47. Selon les sondages effectués à la sortie des bureaux de vote à Séoul en avril 2020 pour les élections municipales, 72,5 % des électeurs masculins âgés de 20 à 29 ans ont voté pour l'ancien maire conservateur Oh Se-hoon, un électeurat qui avait pourtant massivement voté pour le candidat progressiste Moon Jae-in en

rapprochement avec Pékin<sup>48</sup>. L'élection d'un candidat conservateur en 2022 pourrait ainsi reproduire le scénario de l'arrivée au pouvoir de Lee Myung-bak en 2008, avec un virage diplomatique important caractérisé par un rapprochement avec Washington et une distanciation de Pékin. Ce virage pourrait être d'autant plus important qu'un président conservateur en cohabitation (le Parti progressiste conservant la majorité à l'Assemblée jusqu'aux élections de 2024) devrait se mettre en avant sur les domaines régaliens, dont la politique étrangère.

\* \* \*

Alors que la politique étrangère sud-coréenne commence à s'ajuster et pourrait prendre un tournant dès le printemps 2022, il est nécessaire pour le pays de continuer à limiter au maximum sa dépendance vis-à-vis de la Chine et des États-Unis, pour ne pas subir les conséquences d'une confrontation croissante entre les deux pays. Dans ce contexte, si l'ASEAN est un partenaire important, notamment pour la diversification de la *supply chain* des entreprises coréennes, ou comme pays d'origine des touristes, l'UE et ses États membres apparaissent comme des partenaires tout aussi importants. Séoul et Bruxelles ont signé un accord de libre-échange en vigueur depuis 2015, un accord-cadre couvrant la coopération politique en vigueur depuis 2014 et un accord de participation à la gestion des crises en vigueur depuis 2016. La Corée du Sud est le seul partenaire à avoir signé ces trois types d'accord avec l'UE. Le potentiel de coopération demeure pourtant considérable.

La Corée du Sud et l'UE, dans une moindre mesure, font face à la même double dépendance, économique avec la Chine et sécuritaire avec les États-Unis. Séoul comme Bruxelles sont considérés par Pékin comme des maillons faibles des efforts de coordination américains<sup>49</sup>, qu'il convient de neutraliser. Les deux entités entendent promouvoir leur autonomie stratégique, y compris en matière d'industries de défense. Les entreprises coréennes et européennes font face aux mêmes défis, notamment à la montée en puissance de la Chine comme compétiteur direct, aux ambitions chinoises en matière de science et de technologie, et aussi à la nécessité d'accroître la résilience de leur économie face à de potentielles sanctions chinoises. L'image de la Chine se détériore des deux côtés de

2017. Voir S. Lee, « Why Did Young South Koreans Ditch the Democratic Party and President Moon? », *The Diplomat*, 9 avril 2021, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

48. J. Kim et C. Kang, « The U.S.-China Competition in South Korean Public Eyes », The Asan Institute for Policy Studies, 25 août 2020, disponible sur : <http://en.asaninst.org>.

49. Y. Zhao, « S.Korea Weak Link of US Strategy to Encircle China », *Global Times*, 17 mars 2021, disponible sur : [www.globaltimes.cn](http://www.globaltimes.cn).

l'Eurasie, avec une société civile de plus en plus critique envers Pékin, ce qui contraint le potentiel de coopération politique. Cette proximité de fait, associant intérêts et défis commun, devrait inciter les dirigeants coréens et européens à accélérer un rapprochement maintes fois évoqué mais qui demeure limité.



---

#### Mots clés

Chine  
Corée du Sud  
États-Unis  
Union européenne